



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale des deux Savoie
Cellule territoriale

Annecy, le 4 avril 2023

3 rue Paul Guiton
74000 - ANNECY

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29 mars 2023

Contexte et constats

Publié sur



AMPHENOL SOCAPEX

CENTRE DE THYEZ
BP 29
74300 Thyez

Références : 20230329-RAP-InspectionAmphenolSocapex_OCP_Georisques
Code AIOT : 0006104737

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29 mars 2023 dans l'établissement AMPHENOL SOCAPEX implanté 948 Promenade de l'Arve à 74300 Thyez. L'inspection a été annoncée par courriel en date du 1^{er} mars 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La DREAL Auvergne-Rhône-Alpes a mené au cours du mois de mars 2023 une opération de contrôle à l'échelle régionale, portant sur les conditions de stockage des produits chimiques mis en œuvre au sein de certains établissements soumis à la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

La visite d'inspection effectuée le 29 mars 2023 de l'établissement AMPHENOL SOCAPEX sis 948 Promenade de l'Arve à Thyez s'est inscrite notamment dans ce cadre.

Elle a porté également sur une autre thématique, relative à la surveillance par l'exploitant des eaux résiduaires industrielles issues des activités du site.

Cette autre thématique fait l'objet d'un rapport d'inspection distinct.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AMPHENOL SOCAPEX
- 948 PROMENADE DE L'ARVE 74300 Thyez
- Code AIOT : 0006104737
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AMPHENOL SOCAPEX est spécialisée dans la fabrication de connecteurs destinés aux secteurs militaire, aéronautique ou industriel.

L'établissement situé 948 Promenade de l'Arve à Thyez accueille diverses activités organisées par ateliers, et principalement de l'usinage, du décolletage, du moulage par injection de matières plastiques, du traitement de surface et de l'assemblage. Il emploie actuellement 298 personnes.

Sur le plan de la situation administrative, il est réglementé par un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter en date du 9 mai 1984, modifié et complété dernièrement le 16 mai 2022.

Il est précisé que suite aux évolutions de la nomenclature des installations classées, l'activité pratiquée de traitement de surface des métaux ne relève plus aujourd'hui que du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n° 2565-1-a (emploi de cadmium), n° 2565-1-b (emploi de cyanures) et n° 2565-2-a de la nomenclature.

De ce fait, l'établissement est soumis par ailleurs aux dispositions de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre notamment de la rubrique n° 2565.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Conditions de stockage des produits chimiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à monsieur le préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, articles 20-§1 et 54	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Fiche de données de sécurité - Mise à disposition des FDS	Règlement européen du 18/12/2006, articles 31, 35 et 37-5	/	Sans objet
6	Entretien de la rétention des produits chimiques - Contrôle de son bon état	AP Complémentaire du 16/05/2022, article 3.13.5.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etiquetage des produits chimiques - Emballages des fournisseurs	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	/	Sans objet
2	Etiquetage des produits chimiques - Cuves de traitement	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8	/	Sans objet
4	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20-§I	/	Sans objet
5	Etanchéité de la rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, articles 20-§I, 20-§IV et 54	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- L'exploitant a fait savoir que les employés peuvent consulter facilement les fiches de données de sécurité (FDS) relatives aux produits chimiques mis en œuvre au sein de l'établissement, dans la mesure où celles-ci sont rangées au format papier dans un classeur dédié, disponible à l'infirmerie de l'établissement.

Il a indiqué toutefois que l'information sur cette mise à disposition des FDS n'a été diffusée qu'aux sauveteurs secouristes du travail (SST) de l'entreprise, au travers des consignes de sécurité les concernant et qu'il a présentées.

Pour remédier à cette situation et comme suite à sa proposition, il veillera à confirmer sous un délai d'un mois à l'inspection des installations classées que des modifications ont été apportées aux consignes de sécurité affichées dans chaque atelier, afin d'y spécifier la mise à disposition des FDS et d'en informer ainsi tous les employés susceptibles d'être exposés aux produits chimiques utilisés.

- Tout exploitant livré en produit chimique depuis le 1er janvier 2022 doit disposer d'une FDS révisée, comprenant les modifications introduites par le règlement (UE) n° 2020/878 du 18 juin 2020.

Il doit en être ainsi pour les deux produits chimiques retenus dans le cadre de l'inspection, à savoir l'acide nitrique en solution aqueuse et le produit chimique CUPOZIT Z-1, puisqu'ils ont été livrés à la société AMPHENOL SOCAPEX depuis le 1er janvier 2022 selon les données exposées par l'exploitant.

Pourtant, les dernières révisions des FDS dont ce dernier dispose remontent au 19 avril 2017 s'agissant de l'acide nitrique en solution aqueuse, et au 20 novembre 2017 s'agissant du produit chimique CUPOZIT Z-1. Elles n'ont donc pas intégré les modifications introduites par le règlement (UE) n° 2020/878 du 18 juin 2020.

L'exploitant veillera par conséquent à se rapprocher des fournisseurs des produits chimiques précités, afin que ceux-ci lui transmettent dans les plus brefs délais les FDS correspondantes en conformité avec les exigences du règlement (UE) n° 2020/878 du 18 juin 2020.

- Le local où est stocké l'acide nitrique en solution aqueuse accueille également de la lessive de soude et de l'eau de Javel. D'après les fiches de données de sécurité correspondantes, il s'agit de produits incompatibles entre eux (acides d'une part, et lessive de soude et eau de Javel d'autre part). Il doit probablement en être également ainsi du produit dénommé ALCALI 20,5 %, entreposé à proximité et à l'évidence de nature basique.

Ces produits ne disposant pas de rétentions spécifiques, ils peuvent se mêler entre eux en cas d'écoulement accidentel simultané et occasionner alors des réactions dangereuses (réaction exothermique, dégagement de chlore,...).

Aussi, l'exploitant devra sous un délai d'un mois, soit déplacer l'une de ces catégories de produits à un autre endroit sécurisé et sur rétention, soit placer l'une de ces catégories de produits sur des rétentions séparées dont préférentiellement la lessive de soude, l'eau de Javel et le produit dénommé ALCALI 20,5 % qui sont en moindres quantités et conditionnés en petits récipients, étant entendu que le local de stockage fait office de rétention générale pour les autres produits dépourvus de rétention spécifique.

Quant au local où est stocké le produit chimique CUPOZIT Z-1 de nature fortement basique, celui-ci accueille également des produits présentant des caractéristiques acides mais destinés à être mélangés dans les mêmes baignoires de traitement d'après l'exploitant.

Ce dernier devra néanmoins s'assurer de la compatibilité de ces produits chimiques entre eux à l'état pur, dans l'hypothèse d'un mélange accidentel, en s'appuyant notamment sur les FDS correspondantes. En cas d'incompatibilité, il devra alors procéder comme pour le local de stockage de l'acide nitrique en solution aqueuse (voir ci-dessus) et sous le même délai.

Il transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs des aménagements réalisés dans ce local le cas échéant, ainsi que dans le local de stockage de l'acide nitrique en solution aqueuse (factures d'acquisition de rétentions, photographies,...).

- L'exploitant a présenté plusieurs documents au cours de l'inspection, se rapportant au suivi des équipements exploités (planning opérationnel annuel, audit opérationnel HSE, et document relatif à l'entretien et à la maintenance préventive).

Il devra apporter des modifications à au moins un de ces documents, de façon à y faire apparaître explicitement le contrôle a minima annuel de l'état des rétentions en vue de s'assurer de leur étanchéité, en distinguant le type de rétention contrôlée (sols formant une rétention dans les locaux de stockage des produits chimiques, rétentions dédiées aux cuves de traitement de surface, autres rétentions). Il fera connaître la nature de ces modifications sous un délai d'un mois à l'inspection des installations classées.

- L'exploitant informera l'inspection des installations classées de l'achèvement des travaux de réfection prévus au pied du quai de déchargement des produits chimiques, devant conduire à créer une dalle en béton en lieu et place de la zone en enrobé au cours de l'année 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etiquetage des produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17
Thème(s) : Produits chimiques - CLP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 1. Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant les éléments suivants : a) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du ou des fournisseurs; b) la quantité nominale de la substance ou du mélange dans l'emballage mis à la disposition du grand public, sauf si cette quantité est précisée ailleurs sur l'emballage; c) les identificateurs de produit conformément à l'article 18; d) s'il y a lieu, les pictogrammes de danger conformément à l'article 19; e) s'il y a lieu, les mentions d'avertissement conformément à l'article 20; f) s'il y a lieu, les mentions de danger conformément à l'article 21; g) s'il y a lieu, les conseils de prudence conformément à l'article 22; h) s'il y a lieu, une section réservée à des informations supplémentaires conformément à l'article 25. 2. L'étiquette est rédigée dans la ou les langues officielles du ou des États membres dans lequel ou lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, sauf si le ou les États membres concerné(s) en disposent autrement. Les fournisseurs peuvent utiliser sur leurs étiquettes plus de langues que celles qui sont prescrites par les États membres, à condition que les mêmes renseignements apparaissent dans toutes les langues utilisées.
Constats : L'exploitant a présenté une liste des produits chimiques mis en œuvre au sein de l'établissement, mentionnant pour chaque produit notamment son nom, le nom de son fournisseur, la dernière date de la fiche de données de sécurité (FDS) correspondante, son pH et sa composition, ainsi que les pictogrammes et mentions de danger associés. Sur la base de cette liste, deux produits chimiques ont été retenus dans le cadre de la visite d'inspection, à savoir : - l'acide nitrique en solution aqueuse, portant le n° CAS 7697-37-2 et fourni par la société PRODUITS CHIMIQUES PLATRET basée à 74108 – Annemasse Cedex, - le produit chimique CUPOZIT Z-1 contenant principalement de l'hydroxyde de sodium (n° CAS 1310-73-2) et fourni par la société DSP SAS basée à 75017 – PARIS. Les emballages examinés de ces produits chimiques ont été correctement étiquetés. Chaque étiquette comporte les nom et coordonnées du fournisseur, l'identificateur du produit, les pictogrammes de danger, la mention d'avertissement (DANGER en l'occurrence), les mentions de danger inscrites en toutes lettres, ainsi que les conseils de prudence inscrits également en toutes lettres. Chaque étiquette a été rédigée en français, ainsi qu'en d'autres langues pour l'un des deux produits chimiques précités.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Etiquetage des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8
Thème(s) : Produits chimiques - Etiquetage des cuves de traitement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances ou mélanges dangereux et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances ou mélanges dangereux.
Constats : L'exploitant a fait savoir que : - chaque cuve de traitement de surface porte un étiquetage reprenant à titre sécuritaire les pictogrammes de danger du constituant le plus dangereux contenu dans le bain, - une fiche technique et paramétrique conçue en interne précise la composition par bain de chaque ligne de traitement de surface, - un synoptique est affiché au droit de chacune des lignes de traitement de surface, indiquant notamment la nature des bains (alcalins, acides, ou cyanurés) ainsi que le numéro de la fiche technique et paramétrique correspondante, - une application informatique est recherchée, qui permettrait de définir l'étiquetage d'un bain à partir de ses constituants. Le logiciel INFODYNE, commercialisé par le syndicat professionnel UITS (Union des Industries des Technologies de Surface), a été évoqué à ce sujet au cours de l'inspection. La présence d'un étiquetage a pu être observée sur chaque cuve de traitement examinée lors de l'inspection, notamment sur une cuve contenant de l'acide nitrique avec l'indication du nom de la substance et du pictogramme de danger associé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, articles 31, 35 et 37-5
Thème(s) : Produits chimiques - REACH
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Art. 31 :</p> <p>1. Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II :</p> <p>a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n° 1272/2008, ou</p> <p>b) lorsqu'une substance est persistante, bioaccumulable et toxique ou très persistante et très bioaccumulable, conformément aux critères énoncés à l'annexe XIII; ou</p> <p>c) lorsqu'une substance est incluse sur la liste établie conformément à l'article 59, paragraphe 1, pour des raisons autres que celles visées aux points a) et b).</p> <p>[...]</p> <p>9. La fiche de données de sécurité est mise à jour sans tarder par les fournisseurs dans les circonstances suivantes :</p> <p>a) dès que de nouvelles informations qui peuvent affecter les mesures de gestion des risques ou de nouvelles informations relatives aux dangers sont disponibles;</p> <p>b) une fois qu'une autorisation a été octroyée ou refusée;</p> <p>c) une fois qu'une restriction a été imposée.</p> <p>La nouvelle version datée des informations, identifiée comme «révision: (date)», est fournie gratuitement sur support papier ou sous forme électronique à tous les destinataires antérieurs à qui ils ont livré la substance ou le mélange au cours des douze mois précédents. Toute mise à jour après l'enregistrement comporte le numéro d'enregistrement.</p> <p>Art. 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises conformément aux articles 31 et 32 et portant sur les substances ou les mélanges que ces travailleurs utilisent ou auxquels ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p> <p>Art. 37-§5 : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes: a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises; [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>- L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité (FDS) au format informatique, enregistrées sur le réseau interne de l'entreprise par atelier. Les anciennes versions des FDS y sont également archivées. Le cheminement sur le réseau et le classement des FDS ont été montrés au cours de l'inspection.</p> <p>Selon les informations recueillies, les FDS sont aussi rangées au format papier dans un classeur dédié, disponible à l'infirmerie de l'établissement.</p> <p>L'exploitant a indiqué que l'ensemble des employés de l'entreprise peut consulter facilement ce classeur, tandis qu'une certaine catégorie de personnel peut en outre accéder au réseau afin de consulter les FDS au format informatique s'il le souhaite.</p> <p>L'exploitant a reconnu toutefois que l'information sur la mise à disposition des FDS n'a été diffusée qu'aux sauveteurs secouristes du travail (SST) de l'entreprise, au travers des consignes de sécurité les concernant et qu'il a présentées.</p>

Pour remédier à cette situation, il a proposé de modifier les consignes de sécurité affichées dans chaque atelier, afin d'y spécifier la mise à disposition des FDS et d'en informer ainsi tous les employés susceptibles d'être exposés aux produits chimiques utilisés. Il veillera à en apporter la confirmation sous un délai d'un mois à l'inspection des installations classées. ==> 1

- Les fiches de données de sécurité des deux produits chimiques retenus dans le cadre de l'inspection ont été présentées par l'exploitant.

Il est rappelé à cet égard que le contenu d'une FDS est fixé par l'annexe II du règlement (CE) n° 1907/2006 du 18 décembre 2006 (règlement REACH), modifiée dernièrement par le règlement (UE) n° 2020/878 en date du 18 juin 2020.

Le règlement n° 2020/878 est applicable depuis le 1er janvier 2021. Toutefois, en vertu de son article 2, un délai a été accordé aux fournisseurs de produits chimiques pour leur permettre d'établir les fiches de données de sécurité conformes à l'annexe II modifiée du règlement REACH, qu'à compter du 1er janvier 2023.

Il s'avère par ailleurs que lorsqu'un fournisseur est réglementairement tenu de mettre à jour une FDS, le règlement REACH lui impose de transmettre la FDS révisée aux clients à qui il a livré la substance ou le mélange au cours des douze mois précédant la mise à jour.

Ces modalités de transmission d'une FDS révisée s'appliquent en cas de modification législative de l'annexe II du règlement REACH, d'après les précisions apportées par le guide d'élaboration d'une FDS - version 4.0 de l'agence européenne des produits chimiques (ECHA).

Aussi, au regard de l'échéance du 1er janvier 2023 susmentionnée, il en résulte que tout exploitant livré en produit chimique depuis le 1er janvier 2022 doit disposer d'une FDS révisée, comprenant les modifications introduites par le règlement (UE) n° 2020/878 du 18 juin 2020.

Il doit en être ainsi pour les deux produits chimiques retenus dans le cadre de l'inspection, à savoir l'acide nitrique en solution aqueuse et le produit chimique CUPOZIT Z-1, dans la mesure où ils ont été livrés à la société AMPHENOL SOCAPEX depuis le 1er janvier 2022 selon les données exposées par l'exploitant.

Pourtant, la dernière révision de la FDS dont dispose l'exploitant, relative à l'acide nitrique en solution aqueuse, remonte au 19 avril 2017 et n'a donc pas intégré les modifications introduites par le règlement (UE) n° 2020/878 du 18 juin 2020.

Il en est de même pour la FDS relative au produit chimique CUPOZIT Z-1, dont la dernière révision en possession de l'exploitant date du 20 novembre 2017. ==> 2

Cela étant, aucune incohérence n'a été relevée entre le contenu des FDS présentées et les étiquettes apposées sur les emballages des produits examinés.

- D'après les dispositions prévues à l'article 37-§5 du règlement REACH, une fiche de données de sécurité est de nature prescriptive et s'impose donc à l'exploitant.

Le respect des rubriques des FDS, en lien avec le thème retenu dans le cadre de l'inspection, a été plus spécifiquement contrôlé pour les deux produits chimiques examinés (sous-rubriques 5.1, 6.2, 7.2 et 10.2).

Concernant les moyens d'extinction dont doit disposer l'exploitant (sous-rubrique 5.1 des FDS), un extincteur à eau pulvérisée avec additif de 50 litres sur roues est présent au droit des locaux de stockage, en accord avec les préconisations des FDS. Un extincteur à poudre ABC de 9 kg est également présent à proximité.

<p>En termes de conditions de stockage des produits chimiques examinés, ceux-ci sont entreposés dans des petits locaux séparés et fermés par des portes verrouillables. Aucune observation n'a été émise au cours de l'inspection, en matière d'aération/ventilation des locaux et de protection vis-à-vis des rayonnements solaires, de la chaleur et de l'humidité (sous-rubrique 7.2 des FDS).</p> <p>Concernant les mesures que doit prendre l'exploitant en cas de dispersion accidentelle afin de protéger l'environnement (sous-rubrique 6.2 des FDS), il conviendra de se reporter aux points de contrôle n°4 à 6 ci-après, portant successivement sur les capacités de rétention, sur leur adéquation avec les produits chimiques stockés en termes de dimensionnement et de résistance à l'action chimique desdits produits, et sur le contrôle de leur bon état.</p> <p>Quant à l'absence de matières incompatibles dans les lieux de stockage (sous-rubrique 10.2 des FDS), il conviendra de se reporter au point de contrôle n°7 ci-après.</p>
<p>Observations : ==> 2</p> <p>L'exploitant veillera à se rapprocher des fournisseurs de l'acide nitrique en solution aqueuse et du produit chimique CUPOZIT Z-1, afin que ceux-ci lui transmettent dans les plus brefs délais les fiches de données de sécurité correspondantes en conformité avec les exigences de l'annexe II du règlement (CE) n° 1907/2006 du 18 décembre 2006 dit règlement REACH, modifiée dernièrement par le règlement (UE) n° 2020/878 en date du 18 juin 2020.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites ==> 1</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 4 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20-§I
Thème(s) : Risques chroniques - Capacités de rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l. [...]
Constats : Comme indiqué plus haut, l'acide nitrique en solution aqueuse et le produit chimique CUPOZIT Z-1 sont entreposés dans des petits locaux séparés. L'exploitant a indiqué que les sols de ces locaux forment une rétention générale, grâce à leurs seuils en pente et surélevés. Il a procédé au cours de l'inspection à une mesure des dimensions de ces locaux (longueur, largeur, et hauteur du sol formant une cuvette), afin de vérifier la capacité de rétention que ceux-ci peuvent assurer. Le local où est stocké l'acide nitrique en solution aqueuse dispose d'une capacité de rétention estimée à environ 2 650 litres, alors que d'après un tableau affiché sur sa porte d'entrée, il peut accueillir jusqu'à 3 210 litres de produits chimiques conditionnés en récipients d'une contenance unitaire de 500 litres au maximum. Sa capacité de rétention s'avère être ainsi suffisante au regard de la règle applicable en la matière, soit au moins 100 % de la capacité du plus grand réservoir (en l'occurrence 500 litres) et 50 % de la capacité totale des réservoirs associés (en l'occurrence 1 605 litres). Il est en de même pour le local où est stocké le produit chimique CUPOZIT Z-1, dont la capacité de rétention s'élève à environ 1 550 litres et qui peut accueillir jusqu'à 1 165 litres de produits chimiques conditionnés en petits récipients d'une contenance unitaire inférieure à 250 litres, d'après un tableau affiché sur sa porte d'entrée. En effet, la règle applicable dans ce cas est 20 % de la capacité totale des récipients pour des liquides non inflammables (en l'occurrence 233 litres), avec un minimum de 800 litres. Il est précisé que les quantités observées dans les deux locaux le jour de l'inspection étaient voisines de celles mentionnées dans les tableaux précités.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Etanchéité de la rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, articles 20-§I, 20-§IV et 54
Thème(s) : Risques chroniques - Etanchéité de la rétention et gestion des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art. 20-§I : [...] La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>[...]</p> <p>Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. [...]</p> <p>Art. 20-§IV : Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes pour les produits liquides sont étanches et reliées à des rétentions.</p> <p>Art. 54 : [...] Les capacités de rétention sont vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>- Les produits chimiques qui ont été examinés au cours de l'inspection sont stockés à l'intérieur des bâtiments. Aucune eau météorique n'est donc susceptible de s'accumuler dans leurs locaux d'entreposage.</p> <p>Les surfaces de ces locaux sont revêtues d'une résine, complétée par de la fibre de verre selon l'exploitant.</p> <p>Concernant l'état de leurs surfaces et le suivi de cet état, il conviendra de se reporter au point de contrôle n°6 ci-après.</p> <p>- Les produits chimiques sont réceptionnés depuis un petit quai de déchargement, dont le sol en contrebas est revêtu d'un enrobé.</p> <p>Cet enrobé présentait des fissures en surface mais non ouvertes le jour de l'inspection. L'exploitant a précisé que des travaux de réfection sont prévus au cours de l'année 2023, qui conduiront à créer une dalle en béton en lieu et place de la zone en enrobé. ==> 1</p> <p>Par ailleurs, un regard d'évacuation des eaux pluviales est présent au pied du quai de déchargement. L'exploitant s'est équipé d'un kit d'urgence conservé à côté du regard et comprenant des tapis obturateurs, afin de pouvoir intervenir en cas de déversement accidentel. Une consigne affichée au même endroit en précise les modalités d'utilisation et mentionne la présence obligatoire d'une personne de l'établissement durant les opérations de déchargement.</p> <p>De plus, une vanne manuelle placée sur le réseau d'évacuation des eaux pluviales à quelques mètres de distance en aval permet d'obturer ledit réseau si une alarme sonore se fait entendre, laquelle est déclenchée au moyen d'une commande manuelle placée à l'intérieur du quai de déchargement. Une consigne particulière communiquée par l'exploitant en indique le mode opératoire.</p>
<p>Observations : ==> 1</p> <p>L'exploitant informera l'inspection des installations classées de l'achèvement des travaux de réfection prévus au pied du quai de déchargement des produits chimiques, devant conduire à créer une dalle en béton en lieu et place de la zone en enrobé au cours de l'année 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Entretien de la rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/05/2022, article 3.13.5.1
Thème(s) : Risques chroniques - Entretien de la rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations ...) sera vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'atelier supérieure à trois semaines et au moins une fois par an. Ces vérifications seront consignées dans un document prévu à cet effet et mis à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté les documents suivants au cours de l'inspection : - un planning opérationnel annuel, lequel est mis à jour lorsque nécessaire (dernièrement le 16 février 2023 et précédemment le 20 décembre 2022) et prévoit le contrôle des rétentions, - un audit opérationnel HSE incluant le contrôle du dimensionnement des rétentions dans les locaux de stockage des produits chimiques, ainsi que le contrôle de la propreté et de la vacuité des rétentions sur lesquelles reposent les cuves de traitement de surface. Ce document permet d'en assurer la traçabilité, au travers d'un niveau d'appréciation (0 à 3, du mauvais au meilleur) et de photographies en cas de mauvaise appréciation, - un document relatif à l'entretien et à la maintenance préventive, prévoyant la vérification de l'étanchéité des cuves de traitement de surface. Il est ressorti de la présentation de ces documents qu'aucun ne mentionne explicitement le contrôle au moins annuel de l'état des rétentions en vue de s'assurer de leur étanchéité, qu'il s'agisse des sols formant une rétention dans les locaux de stockage des produits chimiques, ou bien des rétentions dédiées aux cuves de traitement de surface. L'exploitant devra apporter des modifications en ce sens à au moins un desdits documents, en distinguant le type de rétention contrôlé (sols formant une rétention dans les locaux de stockage des produits chimiques, rétentions dédiées aux cuves de traitement de surface, autres rétentions). Il fera connaître la nature de ces modifications sous un délai d'un mois à l'inspection des installations classées. Il est précisé que le jour de l'inspection, aucune dégradation particulière n'a été relevée à la surface des sols formant une rétention, au sein des locaux où sont entreposés les deux produits chimiques examinés.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, articles 20-§I et 54
Thème(s) : Risques chroniques - Produits incompatibles et réservoirs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article 20-§I : [...] L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres substances et mélanges dangereux n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés. [...]</p> <p>Art. 54 : Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation.</p> <p>Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'équipement concerné et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mêler (cyanure et acide, hypochlorite et acides, bisulfite et acide, acide et base très concentrés, etc.). [...]</p> <p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les produits chimiques examinés au cours de la visite d'inspection sont conditionnés en récipients mobiles. - Aucun stockage de produits chimiques n'est effectué sous le niveau du sol. - Le local où est stocké l'acide nitrique en solution aqueuse accueille également de la lessive de soude et de l'eau de Javel. D'après les fiches de données de sécurité correspondantes, il s'agit de produits incompatibles entre eux (acides d'une part, et lessive de soude et eau de Javel d'autre part). Il doit probablement en être également ainsi du produit dénommé ALCALI 20,5 %, entreposé à proximité et à l'évidence de nature basique. <p>Ces produits ne disposant pas de rétentions spécifiques, ils peuvent se mêler entre eux en cas d'écoulement accidentel simultané et occasionner alors des réactions dangereuses (réaction exothermique, dégagement de chlore,...).</p> <p>Aussi, l'exploitant devra sous un délai d'un mois, soit déplacer l'une de ces catégories de produits à un autre endroit sécurisé et sur rétention, soit placer l'une de ces catégories de produits sur des rétentions séparées dont préférentiellement la lessive de soude, l'eau de Javel et le produit dénommé ALCALI 20,5 % qui sont en moindres quantités et conditionnés en petits récipients, étant entendu que le local de stockage fait office de rétention générale pour les autres produits dépourvus de rétention spécifique.</p> <p>Quant au local où est stocké le produit chimique CUPOZIT Z-1 de nature fortement basique, celui-ci accueille également des produits présentant des caractéristiques acides mais destinés à être mélangés dans les mêmes bains de traitement d'après l'exploitant.</p> <p>Ce dernier devra néanmoins s'assurer de la compatibilité de ces produits chimiques entre eux à l'état pur, dans l'hypothèse d'un mélange accidentel, en s'appuyant notamment sur les FDS correspondantes. En cas d'incompatibilité, il devra alors procéder comme pour le local de stockage de l'acide nitrique en solution aqueuse (voir ci-dessus) et sous le même délai.</p> <p>Il transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs des aménagements réalisés dans ce local le cas échéant, ainsi que dans le local de stockage de l'acide nitrique en solution aqueuse (factures d'acquisition de rétentions, photographies,...).</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois